

**Canadian Statement at the United Nations General Assembly
Interactive Dialogue on the Responsibility to Protect
6 September 2016**

Monsieur le Président.

Je tiens à vous remercier de nous avoir réunis aujourd'hui pour discuter des obstacles à la mobilisation de l'action collective qui vise à prévenir les atrocités de masse et à intervenir à cet égard.

L'idée de la responsabilité de protéger a fait beaucoup de progrès.

Or, le nombre de personnes ayant un besoin urgent d'assistance et de protection demeure obstinément élevé.

Les atrocités criminelles perpétrées contre les populations civiles par des intervenants gouvernementaux et non gouvernementaux en Syrie et ailleurs nous rappellent tous les jours cette horrible réalité.

Comme le souligne à juste titre le Secrétaire général, les opérations de paix des Nations Unies devraient faire une priorité de cet enjeu.

Nous devons mettre pleinement en œuvre les règles et les principes que nous nous sommes engagés à respecter.

Les Principes de Kigali constituent un cadre important pour l'exécution efficace des mandats relatifs à la protection des civils dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Les forces de maintien de la paix sont les ambassadeurs de première ligne des Nations Unies et de la responsabilité de protéger : leurs actions se rattachent directement à la crédibilité et à l'efficacité des opérations de paix.

Il faut mettre davantage l'accent sur l'instruction des forces de maintien de la paix quant à leurs responsabilités en coopération avec les organisations régionales et internationales.

Canada commends the Secretary-General's commitment to reporting failures in civilian protection to the Security Council.

And we must improve the system-wide capacity of the UN to prevent and respond to serious violations and abuses of international humanitarian and human rights law.

Too often, political divisiveness prevents action.

That is why Canada supports both the ACT's Code of Conduct and the France-Mexico Political Declaration on suspension of the veto in situations involving mass atrocity crimes.

It is by addressing the institutional weaknesses that the UN could act swiftly and deliver on its political commitments.

Mr. President, Canada has long advocated for the protection of civilians to be at the heart of peace operations.

It is a pivotal issue on which we are judged; it is the standard we set for the world.

Canada welcomes the progress made over the years.

More needs to be done in order to make the Responsibility to Protect a reality.

To this end, Canada recently announced a commitment of up to 600 troops in support of peace operations.

Our government has also recently announced a Peace and Stabilisation Operations Program that will bolster our own efforts to support peace operations, including through supporting training which emphasizes civilian protection and upholds high standards of conduct.

Thank you, Mr. President.